



**SOCIETE AFRICAINE DE REASSURANCE
ASSEMBLEE GENERALE
25^{EME} REUNION ANNUELLE ORDINAIRE
LIBREVILLE, GABON LE 26 JUIIN 2003**

AFRICARE/GA/27/176

**Rapport du Conseil d'Administration
Portant sur la Période
Du 1er Janvier au 31 Décembre 2002**



Société Africaine de Réassurance African Reinsurance Corporation

Tour Atlas
Place Zallaqa
BP 7556
Casablanca
Morocco

Tel: (212-2) 2317114/2306154
Telex: 28079 M
Fax: (212-2) 2301964
Email: casablanca@africa-re.com

12, Khan Younus Street
Off Shehab Street
Mohandeseen - Giza
Cairo
Egypt

Tel: (20-2) 3456611/3034880/3034281
Fax: (20-2) 3034180
Email: info@africa-re.com

Rue Viviane
A24 - Cocody Ambassade
20 BP 1623
Abidjan 20
Côte d'Ivoire

Tel: (225) 22404480/1
Telex: 22345 AFRE CI
Fax: (225) 22 40 44 82
Email: abidjan@africa-re.com

AFRICA RE CENTRE
Hospital Road, Upper Hill
P O Box 62328 - 00200
Nairobi
Kenya

Tel: (254-20) 2730660-3
Telex: 23289 AFRICA RE
Fax: (254-20) 2724896/2730608
Email: nairobi@africa-re.com

AFRICA RE
Plot 1679 Karimu Kotun Street
Victoria Island
P. M. B. 12765
Lagos
Nigeria

Tel: (234-1) 2663323 / 2626660-2 / 618820
Fax: (234-1) 2663282 / 2626664
Email: info@africa-re.com

Ground Floor (West Wing)
Oakhurst Building
11-13, Andrew's Road
Parktown
Johannesburg
South Africa

Tel: (27-11) 4843764/4841970/4841606
Fax: (27-11) 4841001
Email: africare@africare.co.za

Room 214-215, 2nd Floor
St. James Court
Vishnu Khetra Street
(Ex. St. - Denis Street)
Port Louis
Mauritius

Tel: (230) 210-0795
Fax: (230) 210-2496
Email: africare@intnet.mu



AFRICAN REINSURANCE CORPORATION
SOCIÉTÉ AFRICAINE DE RÉASSURANCE
(AFRICA RE)

TELEGRAMS : AFRICARE LAGOS
TELEX : 22647, 28716 (AFRICA) NG
TEL : +234 - 1 - 266 3323
TEL : +234 - 1 - 262 6660 - 3
FAX : +234 - 1 - 266 8802/266 3282 / 262 6664
E-mail : info@africa-re.com
Web Site : <http://www.africa-re.com>

PLOT 1679
KARIMU KOTUN ST.
VICTORIA ISLAND
PMB 12765
LAGOS, NIGERIA

Honorables Délégués à
l'Assemblée Générale de la
Société Africaine de Réassurance

Date : 26 Juin, 2003

Conformément aux dispositions de l'Accord Portant Création de la Société Africaine de Réassurance, notamment à ses articles 14 et 37, et en application de l'article 8 du Règlement Général de la Société, j'ai l'honneur de vous soumettre, au nom du Conseil d'Administration, le Rapport Annuel et les états financiers vérifiés de la Société pour la période du 1^{er} Janvier au 31 Décembre 2002.

Veillez agréer, Honorables Délégués, l'assurance de ma très haute considération.

MUSA S. AL NAAS

Président du Conseil d'Administration
et de l'Assemblée Générale



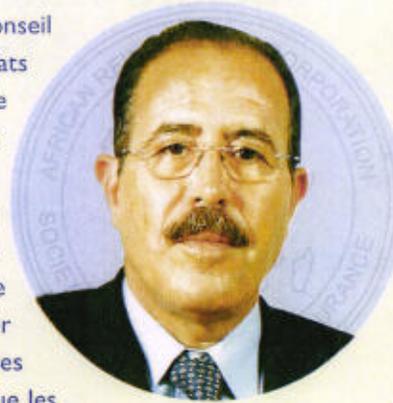
En bref

Le 25^{ème} Rapport Annuel du Conseil d'Administration présente les états financiers de la Société au titre de l'exercice 2002, qui comprennent le bilan au 31 décembre et le compte des pertes et profits au titre de l'exercice clos. En outre, il contient les résultats de l'année de souscription 2000 (close pour la première fois), ceux des exercices précédents (1978 - 1999) ainsi que les comptes des exercices 2001 et 2002 non encore clos.

Par ailleurs, il fait état de l'environnement commercial dans lequel la Société a évolué au cours de la période sous revue et contient le rapport du Commissaire aux Comptes.

La Société a enregistré au titre de l'exercice 2002 un encaissement de primes brutes net d'annulations de 126.972.266 \$EU contre 85.114.364 \$EU en 2001, soit une progression de 49,18%. Le durcissement du marché de la rétrocession consécutif aux événements du 11 septembre, ainsi que l'accroissement de la part de la Société dans des risques de pointe, notamment les affaires pétrolières et énergétiques ont affecté les coûts des couvertures en réassurance. En conséquence, le volume des rétrocessions est passé de 9.602.668 \$EU en 2001 à 22.704.889 \$EU, ce qui a donné lieu à une prime conservée de 104.267.377 \$EU (2001: 75.511.696 \$EU) et un ratio de rétention de 82,12%, contre 88,72% l'année précédente. Après les ajustements relatifs au mouvement des réserves, le volume des primes nettes acquises s'est élevé à 88.249.763 \$EU (2001: 66.162.798 \$EU). Par ailleurs, un montant de 47.475.853 \$EU a été payé au titre des sinistres nets de recouvrements (2001: 38.662.248 \$EU), tandis que les ajustements relatifs au mouvement des réserves pour sinistres en suspens ont porté le chiffre des sinistres encourus à 50.358.671 \$EU (2001: 35.373.470 \$EU). Après déduction des commissions qui se sont élevées à 26.228.285 \$EU, des charges d'un montant de 3.059.549 \$EU et des frais de gestion qui se sont chiffrés à 5.411.478 \$EU, la Société a enregistré un excédent de souscription de 3.191.780 \$EU (2001: 3.026.107 \$EU) qui a été transféré au compte des pertes et profits.

Les produits de placements et revenus provenant d'autres sources sont de 3.106.892 \$EU (2001: 3.484.129 \$EU) et les intérêts sur les dépôts de



réassurance de 1.166.536 \$EU (2001: 1.093.433 \$EU), tandis qu'un gain de change matérialisée de 44.161 \$EU a été enregistré au titre de l'exercice, contre une perte de 285.990 \$EU en 2001, aboutissant ainsi à un profit de 7.509.369 \$EU (2001: 7.317.679 \$EU). Il a ensuite été déduit de ce solde les charges non imputées au compte des résultats techniques d'un montant de 1.799.888 \$EU (2001: 1.777.314 \$EU), ce qui a donné lieu à un bénéfice net de 5.709.481 \$EU. (2001: 5.540.365 \$EU).

L'excédent des revenus sur les charges des années de souscription 2001 et 2002, soit 64.455.586 \$EU (2001: 48.437.972 \$EU) a été reporté à nouveau au titre de la réserve pour risques en cours, conformément à la procédure comptable en vigueur. Par ailleurs, la réserve pour sinistres en suspens, y compris l'IBNR, était de 29.954.566 \$EU (2001: 27.071.748 \$EU) à la fin de l'exercice.

Les ajustements de conversion cumulés au titre de l'exercice ont donné lieu à un gain non matérialisé de 5.145.244 \$EU contre une perte de 4.663.586 \$EU en 2001, dont 1.000.000 \$EU a été déduit par transfert au compte des pertes et profits. A la date du 31 décembre 2002, les ajustements de conversion cumulés portés au bilan comme élément séparé des fonds propres, s'élevaient par conséquent à 7.072.300 \$EU (2001: 13.217.544 \$EU).

Les fonds propres sont de 62.840.428 \$EU au 31 décembre 2001 contre 51.616.845 \$EU à la fin de l'exercice précédent.

Une économie mondiale désorientée et fragilisée a caractérisé l'exercice 2002. Les Etats Unis qui ont tout au long de la décennie 1990 été la locomotive et la lanterne de l'économie planétaire ont connu les plus grands scandales financiers de ces 50 dernières années, mettant en cause les systèmes comptables et tous les mécanismes de contrôle mis en place. La crise boursière qui a frappé de plein fouet tant Wall Street (-17%), que l'Europe (-75%) et le Japon (-19%), conjuguée avec la hausse du cours du pétrole, est venue approfondir la crise économique qu'a connu le monde entier.



Ainsi la croissance n'a été que de 1,5% aux Etats Unis, tandis que nombre de pays européens ont vu leur déficit budgétaire dépasser la limite de 3% fixée par le traité de Maastricht.

Parmi les pays en développement, la Chine est un exemple à mentionner, en ce qu'elle est désormais la première destination de l'Investissement Direct Etranger, le secteur privé ayant progressé de 35,5% l'an au cours des 10 dernières années, et occupant 11% de la population active. Les économies africaines quant à elles sont toujours sujettes aux fluctuations des cours des matières premières, tandis que l'aide au développement se réduit d'année en année. Elle a représenté 0,15% du P.I.B des Etats Unis et 0,33% de celle de l'Europe, alors que les systèmes des Nations Unies en avait fixé le plancher dans les années 1980 à 0,7%. A tous ces handicaps s'ajoute le danger que représente pour la production agricole africaine les subventions consenties par l'Occident (310 milliards \$EU) à ses fermiers, rendant ainsi le coton et la banane africaine moins compétitifs.

Parmi les chantiers qu'entame le NEPAD, le système africain d'examen par les pairs (APRM) mérite une mention spéciale, en ce qu'il met en avant la transparence et la bonne gouvernance dans la gestion des affaires publiques. Il est entendu que de la réussite de ce mécanisme dépend la crédibilité du continent, qui servirait alors de pôle d'attraction pour les investisseurs sur lesquels l'Afrique compte pour l'aider à financer les infrastructures de communication et de transport qu'elle entend développer tout en comblant le retard du système éducatif et en améliorant le système de santé pour mieux combattre la pandémie du SIDA. Ce fléau qui menace le continent constitue une véritable catastrophe pour des pans entiers des économies nationales, et l'assurance africaine n'est pas en reste.

Les événements du 11 septembre 2001 ont précipité le durcissement du marché international de la réassurance, après de longues années d'un cycle baissier. A cette catastrophe sont venus s'ajouter d'autres sinistres majeurs tels celui du Diamond Princess, du Prestige et du Tricolor, compromettant la rentabilité de la branche transport maritime. Plus graves encore sont les pertes enregistrées par les sociétés d'assurances à la suite des chutes des bourses, qui se sont élevées à 6,6 milliards \$EU en manque à gagner des produits financiers aux Etats Unis, ce au

cours du seul premier semestre de l'année sous revue. L'indice européen des assurances qui inclut 33 firmes a quant à lui perdu 49% de sa valeur.

Tous ces développements sont venus confirmer la nécessité d'un retour à plus de technicité lors de la souscription des risques assurables, qui semblent désormais exclure des produits tels la pharmacie, l'informatique, la responsabilité des mandataires sociaux etc.

L'exigence d'une plus grande transparence est ce qui motive la démarche de certains pays de l'OCDE qui ont convenu d'un système d'échanges d'informations relatives aux réassureurs professionnels en attendant un contrôle plus tatillon de cette activité par les autorités de supervision. L'assurance africaine qui a suivi l'évolution du marché mondial, est à présent en phase de modernisation consommée, dès lors que son activité s'internationalise chaque jour davantage, ignorant les frontières nationales et autres barrières culturelles ou linguistiques. L'Africa Re quant à elle a vu sa note de solidité financière s'améliorer, passant de BBB à BBB+, ce à un moment où la plupart des méga opérateurs ont subi une rétrogradation ou à tout le moins été mis sous surveillance.

Cette amélioration de sa note a conforté la Société Africaine de Réassurance dans son rôle de réassureur alternatif crédible pour tous les acteurs opérant sur le territoire continental. Aussi, elle a enregistré un chiffre d'affaires de 126,97 millions \$EU, soit une progression de 49,18%. Les cessions additionnelles et facultatives ont représenté 79,61% du chiffre d'affaires par suite de la persévérance de l'action marketing de la Direction et du Personnel. La Société a payé 49,80 millions \$EU au titre des sinistres, soit une sinistralité de 39,22% contre 49,08% en 2001, générant un profit technique de 3,19 millions \$EU auquel il convient d'ajouter un montant de 3,10 millions \$EU au titre des revenus financiers, 1,16 millions \$EU d'intérêts sur dépôts et 0,04 million de gain de change.

A la suite de la 3ème augmentation du capital, il avait été décidé de distribuer aux actionnaires actuels une action gratuite par part souscrite et libérée, doublant ainsi le capital payé. Aussi, il est payé un dividende de 1,5 \$EU par action, ce fait constituant plus qu'un doublement de la rémunération du capital investi par chaque actionnaire.



Composition du Conseil d'Administration de l'Africa Re



M. M. Al Naas
Président



Mme. M. Ikongo
Vice-Présidente



M. K. Selim



M. A. Bayala



M. O.A. Bailey



M. W. Zeru



Mme A.T. Soudre



M. A. Augusto



M. B.R. Purohit



M. A.O. Ibrahim



M. M.H. Seba



M. C. Karekezi

ADMINISTRATEURS SUPPLEANTS

Mme H.A. SALLA, M. Jackson MWAIKINDA, M. Tewodros TILAHUN, M. Mohamed Lemine OULD NATY, M. Nashnush FARG, M. Sylvestre GAZIAMODO, M. Calvin FONDING, M. Fayek Hanna Tawdros, M. Séré Mady KABA, M. Guillaume RAKOTOSON, M. Thami EL-BARKI, M. Frederick MAGEZI

Composition de la Direction de l'Africa Re



M. Bakary Kamara
Directeur Général



M. Haile M. Kumsa
Directeur Général
Adjoint



M. Isidore Kpenou
Directeur de l'Administration/
Secrétaire de Société



M. Ganiyu Musa
Directeur Finances
& Comptabilité



M. George Otieno
Directeur p.i.
Opérations Techniques



M. Béné B. Lawson
Directeur Régional
Abidjan



M. Indre Vin Nursinghdass
Directeur Régional
Nairobi



M. Moncef Manai
Directeur Régional
Casablanca



M. I. O. Uduma
Auditeur Interne

SOMMAIRE

	Page
En Bref	4
Principaux Indicateurs Financiers	9
Environnement Economique et Commercial.....	10
Opérations	14
Production.....	15
Evolution de l'Encaissement de Primes Brutes.....	15
Cessions Volontaires.....	16
Répartition Géographique.....	16
Répartition de la Production par Branche.....	18
Autres Revenus.....	18
- Placements à Long Terme.....	18
- Revenus Provenant de Placements à Court Terme et d'autres Sources.....	19
Débours	19
- Sinistralité.....	19
- Sinistralité par Centre de Production.....	20
- Commissions et Charges	20
- Dépenses de Fonctionnement.....	20
- Autres Dépenses non Imputées au Compte des Résultats Techniques.....	20
Résultats de l'Année de Souscription Close 2000.....	20
Résultats de l'Exercice Financier 2002.....	21
Affectation des Résultats.....	21
Rapport du Commissaire aux Comptes.....	23
Bilan au 31 Décembre 2002.....	24
Compte des Pertes et Profits de l'Exercice Clos le 31 Décembre 2002	26
Compte des Résultats Techniques de l'Exercice Clos le 31 Décembre 2002.....	28
Résultats Techniques Par Branche Exercice Clos le 31 Décembre 2002.....	30
Etat de Variation du Capital au 31 Décembre 2002	31
Etat de Variation de la Trésorerie de l'Exercice Clos le 31 Décembre 2002.....	32
Notes Annexes aux Etats Financiers 2002	33

Principaux Indicateurs Financiers



En '000 \$EU

RESULTATS

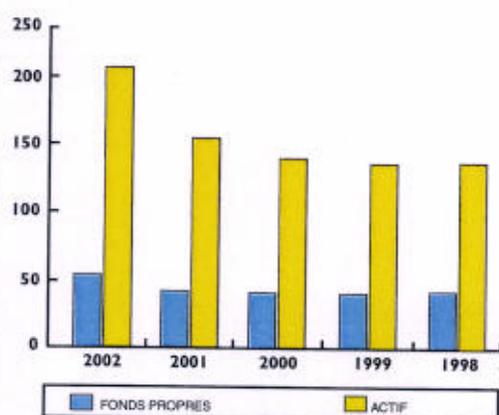
	2002	2001	2000	1999	1998
PRIMES SOUSCRITES	126.972	85.114	78.060	70.920	66.126
PRIMES CONSERVEES	104.267	75.512	71.718	65.879	62.440
PRIMES ACQUISES (NETTES)	88.250	66.163	67.121	69.123	60.468
PROFIT NET	5.709	5.540	4.281	3.874	7.411

SITUATION FINANCIERE

	2002	2001	2000	1999	1998
FONDS PROPRES	62.840	51.617	50.049	50.088	50.216
ACTIF	215.851	164.057	148.988	145.608	146.546

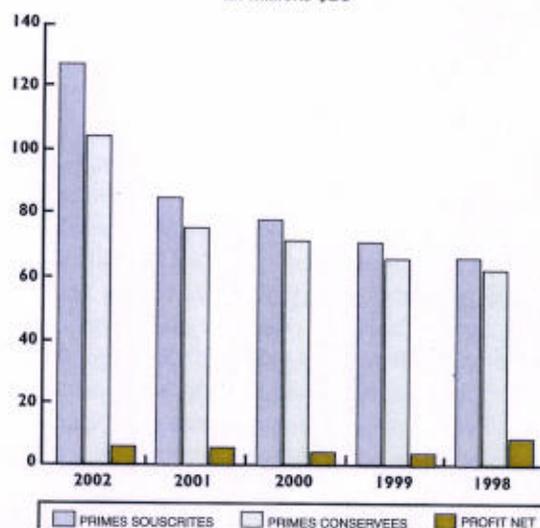
RESULTATS 1998 - 2002

En millions \$EU



RESULTATS 1998 - 2002

En millions \$EU





L'année 2002 aura été marquée par la fragilité et les incertitudes de l'économie mondiale, même si quelques pays émergents d'Asie réalisent des performances louables. En effet, si la décennie 1990 a vu le triomphe de l'idéologie et de l'économie marchandes, notamment par suite de la mise sur pied de l'Organisation Mondiale du Commerce, bras séculier du libéralisme, les années 2000 qui démarrent difficilement, voient le doute s'installer dans tous les esprits, même parmi les défenseurs les plus convaincus et les plus talentueux de la mondialisation. Le débat est à présent lancé et chaque chapelle réunit annuellement ses prêcheurs à Davos (Suisse) ou à Porto Alegre (Brésil) : Forum Economique contre Forum Social.

ECONOMIE MONDIALE DESORIENTEE ET FRAGILISEE

Les Etats Unis qui ont jusqu'ici servi de locomotive et de lanterne à l'économie mondiale, ont été confrontés après les événements du 11 septembre à des remous financiers (Enron, Worldcom etc) d'une telle amplitude qu'ils semblent remettre en cause quelques uns des principes fondateurs du capitalisme. Enlisée depuis 2 ans, l'économie américaine n'a enregistré qu'une croissance molle en 2002, ce en dépit d'un loyer de l'argent ramené à son niveau le plus bas depuis juillet 1961, dans le but de relancer la consommation par le biais d'un crédit bon marché. De même, le soutien apporté à l'activité économique a ramené le solde des comptes publics d'un excédent de 1,4% en 2000 à un déficit de 3% du produit intérieur brut en 2002.

Les scandales financiers qui ont éclaté aux Etats Unis n'ont fait qu'aggraver le phénomène baissier des indices boursiers. En effet, que ce soit Enron, Tyco, Global Crossing ou Worldcom, pour ne citer que les cas plus connus, le système comptable américain a montré ses limites ainsi que l'inefficacité des contrôles et autres contre pouvoirs mis en place. Toutes sortes d'actes de mauvaise gestion qui ont pour noms bénéfiques fictifs, chiffres d'affaires gonflés, bilans truqués et détournements de fonds, ont pu être commis sur une longue durée sans que le système les révèle, les combatte et protège ainsi donc les investisseurs.

Face à ces dysfonctionnements graves, l'Occident a dû réagir, en réformant le système comptable et même en envisageant une convergence des normes américaines avec l'Europe. Celle-ci a en outre engagé depuis une réflexion sur le gouvernement d'entreprise, qui doit évoluer vers une plus grande moralité, afin que les investisseurs reprennent confiance dans la bourse et l'architecture financière mondiale. Les chutes de 17% à Wall Street, 75% en Europe et 19% au Japon ont créé angoisse et frilosité.

La hausse du prix du baril de pétrole et les risques de guerre en Irak n'ont fait qu'ajouter à cette nervosité des marchés financiers. En un mot, la reprise économique tant attendue en 2002 a été hésitante et moins étendue que prévue. Le rebond amorcé en début d'année a depuis fait long feu et l'activité s'est vite repliée aux Etats Unis qui, avec un taux de croissance de 1,5%, n'ont pas joué le rôle de locomotive de l'économie planétaire qui a été le leur au cours des années 1990.

Dans une telle conjoncture, la plupart des pays européens ont laissé se creuser les déficits budgétaires pour ne pas brider l'activité économique, quitte à enfreindre la règle des 3% fixée par le traité de Maastricht pour les pays ayant choisi la monnaie unique (Euro).

De l'autre côté, alors que la majorité des pays en développement ont été pénalisés par les difficultés des pays industrialisés ou les crises internes de l'Amérique Latine (Argentine et Venezuela) notamment, l'Extrême Orient a affiché une incontestable bonne santé. La Chine par suite de son adhésion à l'OMC est devenue un nouveau pôle d'attraction des investisseurs privés et a ainsi été le premier bénéficiaire de l'Investissement Direct Etranger (IDE), devant les Etats Unis. De même, en signant l'accord de la libre échange des pays de l'Asie du Sud-Est, elle a permis un essor phénoménal du secteur, en même temps que ce traité a donné naissance au plus grand marché commercial du monde. Le secteur privé qui a crû de 35,5% l'an au cours de la dernière décennie génère le quart de la production industrielle de la Chine, le tiers de son PIB – hors agriculture – et occupe 11% de sa population active.

C'est ce même secteur privé que l'Afrique invite dans le cadre du Nouveau Partenariat pour le Développement (NEPAD) à prendre une part active dans le processus d'appropriation du développement qu'elle a enclenché.

CROISSANCE DE L'ECONOMIE AFRICAINE ET REDUCTION DE LA PAUVRETE

Les décideurs africains semblent s'être convaincus que, s'ils ne doivent pas compter sur les pays du Nord pour l'aide au développement, ils ne peuvent non plus fonder leurs programmes économiques sur une évolution favorable des cours des matières premières. Ainsi, si le prix du cacao a retrouvé son niveau d'il y a quinze ans, et que le coton a doublé son cours en une année, la baisse du café est venue rappeler la précarité des économies assises sur des produits agricoles d'exportation. En effet, ne voilà-t-il pas qu'au moment même où l'engagement est pris au sommet de Johannesburg (août 2002) de réduire la pauvreté de moitié en 2015, par une valorisation de l'entrepreneuriat



individuel et une aide accrue au développement – les Etats Unis promettant 15 milliards \$ EU d'ici 2007, soit 0,15% de leur PIB et l'Europe 0,39% en 2006 (0,33% en 2002), au lieu des 0,70% fixés par les Nations Unies - des décisions iniques sont prises par ces mêmes pays contre l'agriculture africaine. En effet, ils subventionnent leurs denrées agricoles et leurs textiles à hauteur de 310 milliards \$EU (source OCDE) chaque année, rendant ainsi le coton et la banane africaine peu compétitifs. Au même moment, les pays du Sud en général et ceux d'Afrique en particulier sont instamment invités à libéraliser sans restriction leurs économies.

Ainsi, l'argent public manquant, le secteur privé devient le pilier du développement ; mais faut-il encore que les règles édictées soient respectées afin que le jeu devienne égal. La croissance a stagné en 2002 (2,5% en moyenne selon la Banque Mondiale) et demeure insuffisante à réduire la pauvreté, alors même que la famine menace quelques 38 millions d'africains. En outre, malgré le NEPAD, projet trop récent il faut le reconnaître pour en tirer des conclusions significatives, l'Afrique attire moins de 3% de la totalité des investissements directs étrangers.

Le continent entend par le biais du NEPAD développer les infrastructures de communication et de transport, combler le retard du système éducatif et améliorer le système de santé pour mieux lutter contre le SIDA, car il ne veut plus rester tributaire des aléas climatiques et de la spéculation sur ses matières premières. Dans son volet « African Peer Review Mechanism » – APRM – (système africain d'examen par les pairs) ce projet vise à inculquer la bonne gouvernance aux dirigeants et élites du continent. S'il fait d'autres émules à la suite du Ghana qui a décidé de s'y soumettre, l'Afrique réussira alors à établir sa crédibilité auprès des bailleurs de fonds privés qui n'hésiteront plus à injecter des sommes plus importantes que celles qu'ils investissent en ce moment, convaincus que la transparence est désormais la règle dans cette partie du monde.

Malgré le niveau de croissance indiqué plus haut, les pays africains ont enregistré des performances variables.

Ainsi, en Afrique du Nord, l'Algérie a vu tous ses indicateurs économiques s'améliorer (3 à 4% de croissance, inflation à 3,5% et balance des paiements excédentaire), même si les investisseurs étrangers n'y sont toujours pas légion. Le Maroc, grâce à une bonne pluviométrie, a dépassé les 4% de croissance escomptés (7% en 2001), tandis que sa balance des paiements dégageait un surplus de 2% du PIB, dû aux transferts d'argent de la diaspora et au tourisme. L'inflation s'est située à 2%, alors que la dette, en diminution, représentait 2% du PIB et que le déficit commercial s'est réduit. Toutefois, le niveau des

investissements directs et des prêts étrangers a baissé de manière drastique (90%) d'une année sur l'autre, quelques 350 millions \$EU en 2002 contre 3,5 milliards \$EU en 2001. Ceci semble aussi être le cas des autres pays émergents africains (Afrique du Sud, Egypte et Tunisie).

L'économie tunisienne commence quant à elle à montrer des signes d'essoufflement après plusieurs années d'une croissance soutenue. En effet, le taux de progression n'a été que de 3% (au lieu des 6% prévus) ; l'industrie stagne, les exportations reculent, tandis que le déficit pluviométrique pèse sur la campagne agricole.

La fin de l'embargo a ouvert de nouveaux horizons à la Libye, alors même que les hydrocarbures représentent toujours 95% des rentrées en devises du pays. La Mauritanie reste l'un des « bons élèves » du FMI grâce à une croissance robuste, même si le manque de pluies du dernier hivernage fait craindre pour sa situation alimentaire.

En Afrique de l'Ouest le partenariat qui doit favoriser l'intégration des économies (CEDEAO et UEMOA) a fait naître de nombreux espoirs, quand bien même la filière coton est menacée par le protectionnisme des pays du Nord et que les troubles politiques de la Côte d'Ivoire empêchent une exportation rapide des productions maliennes, burkinabè et du nord ivoirien. L'un des objectifs du Millénaire convenus au sommet de Johannesburg sur le développement durable, à savoir la lutte contre la pauvreté, se trouve ainsi gravement compromis. La situation politique de la Côte d'Ivoire, pays qui représente 40% du PIB de l'UEMOA, met en danger les efforts de la sous-région pour un mieux être économique.

Toutefois, il convient de noter certaines spécificités. Le Burkina Faso a vu sa croissance s'accroître en 2002 (5,70%) en raison d'une bonne production céréalière et d'une excellente récolte de coton au cours de la campagne 2001-2002.

Le Bénin a connu une production record de son coton – soit plus de 400.000 tonnes - en hausse de 20% par rapport à l'année précédente, tandis que le Ghana a pour sa part profité de la remontée des cours du cacao (37%), tout en maîtrisant l'inflation (13%), même si sa monnaie continue de se déprécier par rapport aux principales devises internationales.

Au Nigéria les ressources énergétiques demeurent la clé de voûte du système économique. Les privatisations maintes fois annoncées des sociétés étatiques n'ont toujours pas été mises en oeuvre, entraînant ainsi la désaffection des investisseurs étrangers et même locaux. La croissance s'est contractée (0,5%) en raison des quotas de production imposés par l'OPEP, malgré une hausse du cours du



Environnement économique et commercial

baril de brut.

En Afrique Centrale, le tarissement de la manne pétrolière gabonaise a amené les pouvoirs publics à mettre en place des solutions alternatives : production de manganèse et exploitation forestière plus accrue (25% des grumes sont transformées localement, doublant ainsi le prix du mètre cube de bois). Le Cameroun qui a enregistré une croissance de 4,7% et un solde budgétaire positif de 4,8% jouit d'une économie dynamique parce qu'industrielle.

L'Afrique Australe reste dominée par l'économie sud africaine dont la croissance a été faible (2,6% en 2002), gênée par une inflation de 9,6% malgré les efforts de la Reserve Bank qui a augmenté ses taux de base 4 fois au cours de l'année. Le chômage qui affecte 29% de la population active et le sida dont le taux de prévalence avoisine 30% restent les principales causes de l'approfondissement et de l'élargissement de la pauvreté. La politique du « Black Empowerment » devrait à terme (dans les 5 à 10 prochaines années) mettre 15% à 26% du secteur des mines entre les mains des élites noires. Celui-ci représente 48% des recettes d'exportation et 8% du PIB. L'appréciation du Rand par rapport au dollar (26,5%) renforce l'aptitude de cette monnaie à devenir l'une des devises sous-régionales qui auront cours demain dans une Afrique économiquement unifiée.

En Angola, le retour de la paix a vu la reprise économique se poursuivre avec plus de vigueur. En effet, après une baisse de croissance de 11,7% à 2,7% entre 1996 et 1999, le PIB a augmenté de 4,1% en 2001 et serait de 10,5% en 2002 grâce à la conjugaison d'une production pétrolière plus importante et la hausse des cours du brut. L'inflation est passée de 115% en 2001 à 30% au cours de l'exercice sous revue.

Le Mozambique a connu un taux de croissance de 10% et une inflation de 8% en 2002. Toutefois, le virus HIV représente une grave menace pour le pays et son économie. Il convient de la contenir coûte que coûte.

L'économie phare de l'Afrique Orientale - en l'occurrence le Kenya - est en difficulté, avec un taux de progression du PIB d'environ 1%, alors qu'en Tanzanie les équilibres macro-économiques ont stabilisé la croissance entre 4 et 5% depuis 5 ans, pour atteindre 5,2% en 2002, portée par l'agriculture et les mines (15% d'augmentation). L'or qui représente 2,5% du PIB, génère 88% des recettes minières du pays, tandis que le tourisme est en progression de 12%. Pour sa part, l'Ethiopie a atteint 6% de relèvement de son PIB grâce aux recettes d'exportation du café (60% des exportations), malgré une baisse des cours internationaux.

Dans l'Océan Indien, l'exercice 2002 a vu un effondrement de la croissance (-11,1%) du PIB de Madagascar par rapport à l'année précédente, en raison des remous politiques qui ont paralysé l'île pendant de longs mois et fait fuir les investisseurs. L'île Maurice qui a réalisé 4% d'augmentation est en même temps sujette à quelques faiblesses, à cause de sa forte dépendance vis à vis du textile, de la canne à sucre et du tourisme, secteurs qui ont tous été affectés par la situation mondiale. Ce tassement explique le choix fait de la transformation de l'île en un pôle des nouvelles technologies, avec la cybercité qui permettra aux investisseurs de ce secteur de jouir d'avantages fiscaux non négligeables et d'une réduction importante du coût des communications.

Enfin en Afrique du Nord-Est, l'Egypte et le Soudan ont enregistré en 2002 des progrès appréciables. En effet, alors que l'économie soudanaise s'appuie surtout sur le pétrole qui rapporte 41% (soit 527 millions \$EU) des revenus du Trésor Public, l'Egypte qui fonde son activité tant sur le tourisme (4 milliards \$ EU) que sur le coton et la production pétrolière, a progressé de 3,10% malgré l'augmentation du chômage. Certes l'inflation est passée de 2,4% à 2,6% seulement en 2002, mais la bourse a baissé de 15%, en raison d'une privatisation toujours différée des entreprises publiques.

SECTEUR DES ASSURANCES

Si les événements du 11 septembre 2001 ont mis à mal les finances des sociétés d'assurance/réassurance et précipité le durcissement tant attendu du marché après de longues années d'un cycle baissier, ils ont donné ainsi l'opportunité à cette industrie de prouver sa solidité financière. En effet, à part quelques faillites prévisibles et inévitables, le marché international a bien résisté à l'onde de choc causé par la destruction des tours jumelles du World Trade Centre (WTC).

Au cours de l'exercice sous revue, d'autres sinistres catastrophes sont venus alourdir les comptes des exploitations. Les inondations d'Europe centrale et du sud de la France ainsi que les nombreux événements survenus en transport maritime, à savoir l'incendie du Diamond Princess (750 millions \$EU), l'échouage du pétrolier "Prestige" au large de l'Espagne, le naufrage du porte container Tricolor, entre autres, attestent cela. Selon la IUMI (Association Internationale des Souscripteurs d'Assurance Maritime), avant ces pertes, le montant de la prime mondiale transport qui avait baissé de 16 milliards \$ EU en 1994 à 11 milliards \$EU en 1999, a connu un accroissement certain en 2001, laissant entrevoir des résultats bénéficiaires pour l'année sous revue. Force est cependant de conclure que la branche serait déficitaire.

Les pertes les plus importantes subies par l'industrie des assurances proviendraient des mauvais placements



financiers et de la chute des bourses mondiales. Ainsi les assureurs dommages des Etats Unis auraient comptabilisé quelques 6,6 milliards \$EU de baisse des produits financiers au cours du premier semestre de l'exercice.

En effet, alors que ces revenus étaient de 24,7 milliards \$EU en 2001, ils ne se sont élevés qu'à 18,1 milliards \$EU à la même période en 2002. Cette réduction aurait été plus importante n'eussent été les augmentations de primes pratiquées sur les marchés mondial en général et américain en particulier.

Tous les intervenants sur les marchés d'assurance s'accordent désormais sur la nécessité d'une souscription plus technique et plus rigoureuse, dès lors que les revenus financiers s'amenuisent – par suite des fluctuations boursières et de la baisse des portefeuilles financiers – que les risques à souscrire sont plus complexes, d'une ampleur plus importante et que les sinistres interviennent à une fréquence plus soutenue.

En guise d'illustration, il convient de rappeler que sur le marché boursier, en un an, l'indice européen des assurances qui comporte 33 firmes a perdu 49% de sa valeur.

Enfin, certains risques qui il y a quelques temps représentaient des gisements d'opportunités sont à présent tarés ou à tout le moins de souscription très délicate : produits pharmaceutiques, informatique, responsabilité des mandataires sociaux, accidents du travail, assurance responsabilité professionnelle des médecins etc.

Le paysage de la réassurance mondiale a été si profondément bouleversé au cours des années précédentes, que les pays membres de l'OCDE ont décidé depuis août 2002 d'instituer un système d'échange d'informations sur les réassureurs professionnels, prélude à l'instauration prochaine d'un contrôle de ces opérateurs, en complément du rôle qu'exercent à leur endroit les agences de notation.

L'assurance africaine a elle aussi subi les effets de ces mutations et politiques. Elle a en effet connu des retraits de capacités tant en assurance directe qu'en réassurance. Nombre d'opérateurs ont choisi de ne plus commercer sur ces territoires, principalement en raison de la modicité des chiffres d'affaires y réalisés. Ainsi, le marché sud-africain a vu certains opérateurs majeurs établis de longue date cesser leurs activités en 2002, ceci après les fusions et acquisitions intervenues au cours des années précédentes. Le retrait d'un grand nom de la réassurance internationale a accentué le phénomène de réduction des capacités amorcé au début de l'exercice sur le continent. Tous les pays semblent avoir été affectés par cette tendance, autant que par le relèvement de la prime de base qui s'est situé entre 10% (risques simples habitations) et

300% (risques pétro-chimiques).

Si certains marchés ont vu l'apparition de nouvelles sociétés directes, il n'est pas certain que celles-ci aient ajouté aux capacités locales, en raison notamment de la faiblesse de leurs assises financières. L'intervention des autorités de contrôle est à saluer, notamment dans les pays de la CIMA où il est désormais obligatoire de recourir à la réassurance locale à hauteur de 25% du montant de tout placement facultatif, et en Angola où est institué un système de co-réassurance alors que le marché s'ouvre à de nouvelles compagnies.

Il est en outre à noter que le concept de bonne gouvernance et son corollaire la notation par une agence indépendante font de plus en plus d'adeptes parmi les gestionnaires africains. C'est ainsi que l'Organisation des Assurances Africaines a, de concert avec la CNUCED et Standard & Poor's, mis sur pied un comité de notation OAA qui a examiné les comptes, analysé les opérations et octroyé une note à une vingtaine de sociétés de toutes nationalités et tailles, soucieuses d'une plus grande crédibilité et qui ont choisi de se soumettre dans un premier temps au jugement de leurs pairs avant de franchir l'étape suivante, dans laquelle l'Africa Re s'est pour sa part engagée depuis 1995.

La Société Africaine de Réassurance qui a été la première entreprise du continent à emprunter le chemin d'une notation formelle par une agence indépendante de réputation mondiale, se réjouit de cette évolution qu'elle avait préconisée des années durant à l'ensemble de l'industrie locale. Elle a vu en 2002 sa propre note passer de BBB à BBB+ à un moment où la tendance était plutôt à la décote, ou à tout le moins à la mise sous surveillance de réassureurs mieux notés. L'action marketing soutenue menée depuis de longues années, la présence et la visibilité de l'Institution sur tout le continent, sa connaissance avérée des hommes et des marchés, la qualité de la gestion, du personnel et du service apporté ainsi que la réduction des capacités en réassurance, ont été la somme des facteurs qui ont contribué à la réalisation de l'exceptionnelle performance de cet exercice, soit une progression de 49,18% du chiffre d'affaires qui est à présent de 126,972 millions \$EU (85,11 millions \$EU en 2001), un profit de souscription de 3.191.780 \$EU, en augmentation de 5,47 % par rapport à 2001 et des actifs s'élevant à 215.851.206 \$EU.

Cette percée intervient à point nommé dans la vie de la Société, elle qui a choisi de porter son capital à 100 millions \$EU et de l'ouvrir aux intérêts étrangers, tout en préservant sa spécificité de réassureur régional africain, ayant entre autres objectifs celui de participer à l'écriture de l'histoire économique du continent, par le biais du financement du développement tout en cultivant le professionnalisme et l'excellence dans une activité pointue.



Opérations

Les résultats de la Société au titre de l'exercice 2002 sont passés en revue dans cette partie du rapport. Outre le chiffre d'affaires et les sinistres payés, les sinistres enregistrés par chaque centre de production y sont analysés, ainsi que les cessions volontaires dont l'augmentation du volume est le fruit d'efforts considérables sous-tendus par une politique de souscription prudente. Opérant depuis son Siège à Lagos, ses trois Bureaux Régionaux et autant de bureaux de souscription et/ou de contact, la Société se veut proche de ses cédantes pour satisfaire rapidement et plus efficacement leurs besoins.

Avec les récentes mutations du paysage de l'assurance africaine et l'émergence des affaires pétrolières dans le portefeuille de l'Africa Re, il s'est avéré nécessaire de reconnaître et de souligner la contribution de cette branche aux résultats de la Société. Les primes qu'elle génère sont toujours comptabilisées sous la rubrique Incendie et Accident, mais il est envisagé d'en rendre compte séparément au cours des prochaines années. En attendant, les risques, dont près de 95% proviennent du continent, sont toujours classés ainsi qu'il suit :

- Incendie et Accident (Risques Techniques et Automobile inclus) ;
- Maritime et Aviation ; et
- Vie.

Chaque centre de production est en charge d'une zone géographique déterminée. Ainsi:

- l'Afrique de l'Ouest Anglophone relève du Siège ;
- l'Afrique Francophone, Ouest et Centre, est couverte par le Bureau Régional d'Abidjan;
- le Maghreb est géré par celui de Casablanca qui supervise également le bureau de souscription du Caire ;
- l'Afrique du Nord-Est et le Moyen Orient sont du ressort du bureau du Caire ;
- l'Afrique Orientale et une partie de l'Afrique Australe dépendent du bureau de Nairobi auquel rendent compte ceux de Johannesburg et de Maurice;
- l'Afrique du Sud et les marchés voisins sont couverts par le bureau de contact de Johannesburg ; et
- les Iles africaines de l'Océan Indien et l'Asie du Sud par celui de Port Louis (Maurice).

Les affaires non africaines ou internationales sont souscrites par trois centres de production (Le Caire, Lagos et Port Louis).

Un aperçu des résultats de la Société est présenté au tableau ci-après.

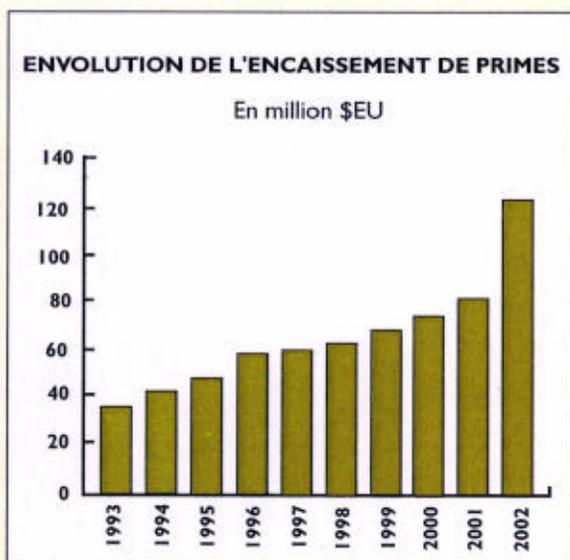
DESCRIPTION (EN 000 \$EU)	2002			2001		
	Brut	Retro	Net	Brut	Retro	Net
PRODUCTION:						
Primes (Nettes d'annulations)	126.972	22.705	104.267	85.114	9.602	75.512
Mouvement de la réserve pour risques en cours	(29.784)	(13.767)	(16.017)	(11.748)	(2.399)	(9.349)
Primes acquises	97.188	8.938	88.250	73.366	7.203	66.163
DEBOURS:						
Sinistres Payés	49.800	2.324	47.476	41.757	3.095	38.662
Mouvement de la réserve pour sinistres à payer	1.633	(1.250)	2.883	(4.539)	(1.250)	(3.289)
Sinistres encourus	51.433	1.074	50.359	37.218	1.845	35.373

Production

Avec 126,97 millions \$EU, le chiffre d'affaires est en hausse de 49,18% par rapport à l'exercice 2001 (85,11 millions \$EU). Ce résultat exceptionnel tient principalement à la contraction de la capacité sur le marché international et au respect plus strict des normes de souscription, ainsi qu'au retour à l'activité de réassurance face à un climat d'investissement peu favorable. En effet, ces facteurs ont donné lieu à une souscription prudente et à l'application de tarifs compétitifs.

Evolution de l'encaissement de primes brutes

Le graphique ci-dessous fait ressortir une évolution constante de la production au cours des dix dernières années, qui s'est traduite par une hausse annuelle moyenne de 13,83%, malgré un environnement commercial difficile.



A l'instar des exercices précédents, les facteurs suivants expliquent cette remarquable performance:

- de meilleurs termes et conditions de réassurance, à la suite de l'insuffisance de capacité qui a résulté des événements du 11 septembre;
- la capacité de souscrire des parts plus importantes de risques de pointe, suite à la restructuration du programme de réassurance de la Société et à l'amélioration de sa situation financière ;
- un bon niveau de capitalisation et une note de sécurité financière plus élevée décernée par

Standard and Poor's (alors que nombre de réassureurs ont du mal à maintenir la leur), qui a rendu l'Africa Re plus crédible aux yeux de ses partenaires commerciaux;

- une stratégie de marketing judicieuse visant à promouvoir la croissance des cédantes, qui a permis de rapprocher la Société de ses partenaires et d'augmenter le volume des cessions volontaires.

Outre ces facteurs, les tarifs compétitifs et les meilleures conditions de réassurance appliquées sur un marché mondial frappé par des sinistres majeurs (les tempêtes en Europe, la destruction de la plateforme pétrolière de Petrobras au Brésil, la résurgence des sinistres liés à l'amiante) auxquels se sont ajoutés la catastrophe du 11 septembre et la crise boursière, ont eu des effets bénéfiques sur les acceptations de la Société. D'autre part, le marché de la réassurance a été caractérisé par:

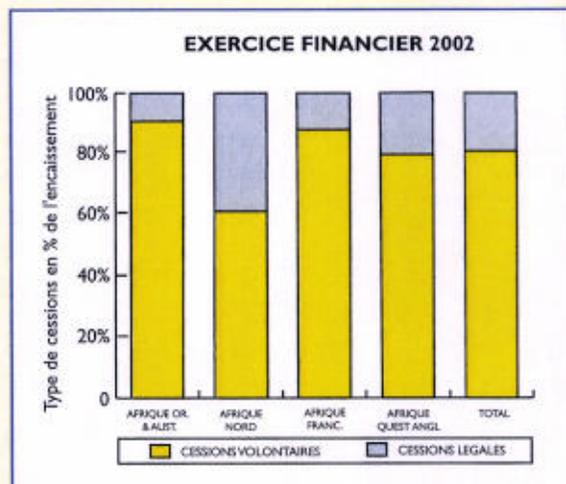
- i) une approche plus circonspecte dans l'évaluation des risques, étant donné l'importance de plus en plus grande que revêtent aujourd'hui des événements jamais envisagés auparavant ;
- ii) le retour à une souscription plus rentable dictée par les mauvais rendements des marchés financiers, au lieu de l'approche longtemps privilégiée par nombre de souscripteurs, et consistant à "faire du chiffre d'affaires".

Cet état de faits a donné lieu à une hausse des tarifs et des exclusions dans les couvertures. Bien que généralement peu significative puisqu'après les événements du 11 septembre la capacité disponible n'a pas permis aux réassureurs de fixer des tarifs exorbitants, cette hausse a été néanmoins assez substantielle dans certains cas. C'est ainsi que :

- i) certaines cédantes offrant des affaires de qualité et entretenant de bonnes relations avec leurs réassureurs ont bénéficié d'un réajustement de 10 à 25% de leur prime ;
- ii) le relèvement des tarifs par risque dans l'assurance des biens a tenu compte de la sinistralité des traités, tandis que les tranches hautes des couvertures en excédent de sinistres qui sont généralement faibles, ont fait l'objet des ajustements les plus importants.

Cessions volontaires

Avec 79,61%, la part de ces cessions dans le portefeuille, qui était de 41,61% en 1993, a presque doublé. Cette évolution positive traduit l'efficacité d'une stratégie commerciale visant entre autres à augmenter le volume de ces affaires. Une analyse comparative des performances réalisées en 2002 et 2001 est présentée dans les graphiques suivants :



Pour illustrer davantage l'action commerciale et la capacité de la Société à souscrire des risques de pointe, il convient de souligner que l'Afrique du Nord (bureaux de Casablanca et du Caire) a enregistré une augmentation sensible du niveau des cessions volontaires qui est passé de 43,56% à 60,61%.

Répartition géographique

Les événements du 11 septembre ont été suivis par une très forte contraction de la capacité. L'Africa Re,

qui représente une bonne sécurité, a tiré profit de cette situation, grâce à la qualité de ses services et sa proximité avec les marchés locaux. Cette partie du rapport est consacrée à l'analyse des résultats de la Société par zone géographique.

Afrique Australe

Cette sous-région couvre les pays de la Zone Rand, le Mozambique, la Namibie et l'Angola ; elle a généré un chiffre d'affaires de 30,29 millions \$EU, en progression de 159% par rapport à l'exercice 2001 (11,68 millions \$EU). Cette remarquable performance tient aux facteurs suivants :

- à la clôture de l'exercice sous revue, le Rand s'est apprécié d'environ 26,5% par rapport au Dollar EU, ce qui a donné lieu à un gain de 6,34 millions \$EU ;
- le volume de la prime pétrolière s'est accru de près de 420% du fait de la tarification directe ;
- en sus des taux élevés appliqués sur le marché direct, les partenaires de la Société lui ont renouvelé leur confiance en augmentant la part de leurs cessions sur les traités.

Maghreb

La dévaluation de 96% du Dinar libyen a occasionné une baisse de 4,17 millions du chiffre d'affaires, qui a toutefois été atténuée par une appréciation des monnaies nationales du Maroc et de la Tunisie. Néanmoins, la production globale enregistrée par les cinq pays constituant cette sous-région s'est chiffrée à 23,92 millions \$EU, contre 18,73 millions \$EU en 2001, résultat imputable à :

- l'augmentation substantielle des parts d'affaires pétrolières et énergétiques facultatives ainsi que la souscription de nouvelles affaires dans cette branche, grâce à une action commerciale soutenue ;



- la hausse des tarifs appliqués aux risques pétrolier et aviation, qui dans certains cas se sont situés à près de 300%, du fait des ajustements effectués après les événements du 11 septembre.

Afrique Orientale

L'encaissement réalisé dans cette sous-région est passé de 16,54 millions \$EU en 2001, à 19,86 millions \$EU, hausse qui s'explique par:

- des relations d'affaires solides avec toutes les cédantes, sous-tendues par une action commerciale intense qui a permis d'ouvrir de nouveaux marchés;
- l'acquisition d'une plus grande part de marché, la Société étant mieux acceptée par les cédantes et les courtiers;

Afrique de l'Ouest Anglophone

La production générée par ce marché s'est établie à 16,88 millions \$EU, contre 12,46 millions \$EU en 2001. Cette progression est due à:

- une hausse de 56,64% de la prime pétrolière et énergétique, suite au durcissement des termes et l'augmentation des tarifs appliqués sur le marché international ;
- l'obtention de cessions additionnelles sur les traités;
- la stabilité relative de certains marchés où le faible encaissement réalisé au titre d'exercices précédents tenait à des troubles politiques.

Afrique Francophone (Ouest et Centre)

Le chiffre d'affaires réalisé dans cette partie du continent est également en hausse, pour être passé de 10,05 millions \$EU en 2001, à 13,36 millions \$EU. Les facteurs ci-après ont concouru à cette performance:

- la directive de la CIMA stipulant qu'un minimum de 25% des risques doivent être retenus localement ;
- l'augmentation du volume de primes générée par les facultatives – 2,7 millions \$EU en 2001 à 5,84 millions \$EU – suite au recentrage de la stratégie de souscription pour tirer parti des opportunités offertes par ce type d'affaires ;
- l'appréciation d'environ 17% du Franc CFA par rapport au Dollar EU avant la clôture de l'exercice.

Iles Africaines de l'Océan Indien

Avec 7,54 millions \$EU, l'encaissement réalisé sur ce marché est en hausse de 25,2% par rapport à l'exercice précédent. Ceci découle de:

- la légère appréciation de toutes les monnaies de la sous-région (environ 2% au total);
- l'acquisition d'une plus grande part de marché, ce malgré le fait que les affaires non rentables ont été déclinées.

Afrique du Nord-Est

Cette zone géographique nouvellement constituée (Égypte et Soudan) a généré une production de 8,25 millions \$EU contre 5,54 millions \$EU en 2001, progression qui tient à:

- la proximité et aux relations plus étroites avec les cédantes, suite à l'ouverture du bureau de souscription du Caire;
- l'acquisition d'une part plus importante dans les traités et les facultatives.



Opérations

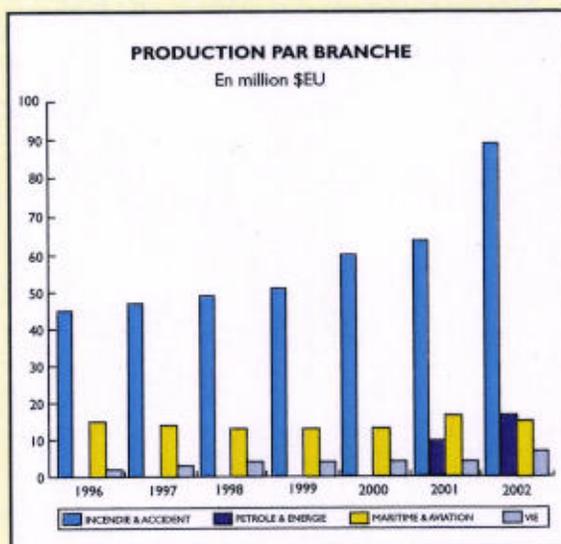
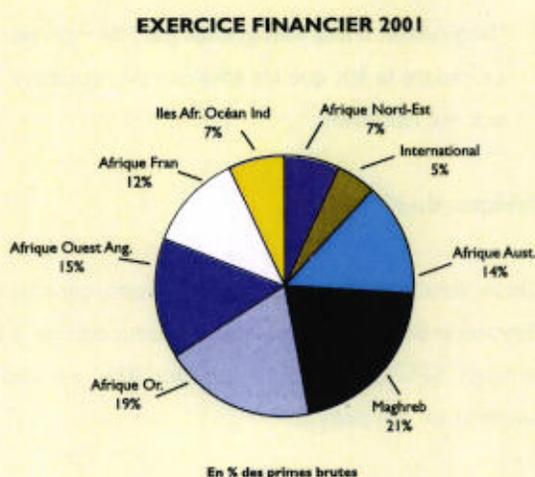
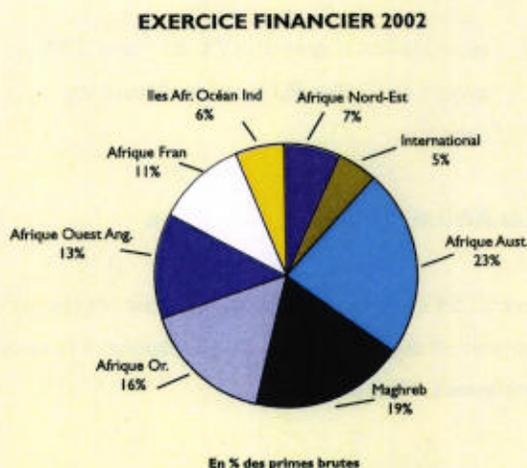
Affaires Internationales

La part de ces affaires dans le portefeuille s'est établie à 6,77 millions \$EU, en amélioration par rapport à l'exercice 2001 (4,07 millions \$EU). Cette hausse à laquelle a contribué le bureau ouvert récemment au Caire, tient au fait que l'Africa Re est de plus en plus acceptée comme une bonne sécurité.

la branche Incendie et Accident a généré la part la plus importante du chiffre d'affaires global, soit 69,73% (2001:69,05%). Celle des affaires pétrolières et énergétiques a été de 16,69 millions \$EU représentant 13,15% de l'encaissement (2001:9,54 millions \$EU et 11,21%), tandis que la contribution de la branche Maritime et Aviation a été de 15,12 millions \$EU, à savoir 11,92% de la production (2001: 13,07 millions \$EU et 15,36%).

Le solde de 6,60 millions \$EU (2001: 3,73 millions \$EU) provient des affaires vie et constitue 5,20% de l'encaissement, contre 4,38% l'exercice précédent.

Ce schéma de répartition est illustré par le graphique ci-après.



Répartition de la production par branche

Ainsi qu'indiqué précédemment, le schéma de répartition a été légèrement amendé pour tenir compte de l'accroissement de la prime pétrolière et énergétique. En conséquence, des différences seront notées par rapport aux chiffres communiqués pour l'exercice 2001, desquels cette prime a été extraite.

Avec 88,50 millions \$EU (2001: 58,77 millions \$EU),

AUTRES REVENUS

Placements à long terme

A part le règlement d'un solde de 0,03 million \$EU relatif aux actions souscrites dans le capital de la Compagnie Nationale d'Assurance et de Réassurance, Mali, la Société a maintenu sa participation dans les deux institutions de financement du développement et compagnies d'assurance directe aux mêmes niveaux que l'exercice précédent. Shelter-Afrique et l'Afrefimbank ont continué de payer régulièrement des dividendes, même si cette dernière a failli à l'ouverture prévue du guichet assurance crédit à l'exportation.

L'immeuble de sept étages à usage de bureau construit à Nairobi était presque achevé à la clôture de l'exercice. La location des espaces réservés à cet effet devrait permettre de relever le niveau des produits de placements.

Revenus provenant de placements à court terme et d'autres sources

Pour la seconde année consécutive, la Société a enregistré un flux de trésorerie et un niveau de liquidités remarquables, ainsi qu'illustré par l'accroissement de 36,90% du volume des placements financiers qui était de 90,67 millions \$EU au 31 décembre 2002. Conformément à l'approche prudente adoptée en matière de gestion des placements, une part importante du portefeuille est détenue sous forme de dépôts dont la période de maturité est inférieure à 365 jours, auprès d'institutions financières de renom en Europe et aux Etats Unis.

Le taux de chômage record et les risques de récession en Allemagne ainsi que la faible croissance de l'économie américaine ont influé sur les taux d'intérêt qui sont restés très bas en Europe et aux Etats Unis au cours de la période sous revue. Bien que les informations rendues publiques par ce dernier pays faisaient état d'une économie plus faible que prévu, les marchés ont été surpris par l'abaissement de 50 points opéré par la Federal Reserve à sa réunion de novembre. Ainsi, les intérêts sur les dépôts bancaires ont accusé une baisse, passant de 2,1 millions \$EU en 2001 à 1,62 millions \$EU.

La Société a fait des investissements modérés dans des titres américains et sud-africains. Le taux de rendement du portefeuille des placements en Dollars, qui est composé d'obligations de qualité (80%) et d'actions de premier ordre (20%), a été de 3,56% par rapport à l'objectif fixé à 4,33%, bien qu'en moyenne cet objectif ait été atteint depuis l'introduction de ces instruments en novembre 2000. Malgré sa hausse de 7,9% au cours du dernier trimestre, l'Indice Composé de Standard & Poor's qui comprend 500 compagnies, a chuté de 23,4% à la clôture de l'exercice.

De la même manière, le portefeuille en Rand a généré un rendement de 7,56% et les revenus fixes dans cette monnaie un taux de 13,07% ; par contre, les titres sud-africains ont perdu 9,71% de leur valeur.

Par conséquent, les revenus fixes globaux se sont chiffrés à 1,13 millions \$EU, et les pertes sur les titres à 0,35 million \$EU.

Divers facteurs de risques continuent de planer sur les marchés, notamment la guerre que pourraient mener les Etats Unis contre l'Iraq, leur confrontation éventuelle avec la Corée du Nord, une trop faible croissance de leur économie et la crainte d'une récession en Europe continentale.

Avec 0,24 million \$EU, les produits de la location de certaines parties de l'immeuble du Siège sont restés au même niveau qu'en 2001, tandis que le volume des commissions perçues au titre de la gestion des Pools Africains (Aviation/Risques pétroliers et énergétiques) s'est accru, passant de 0,33 million \$EU en 2001 à 0,45 million \$EU. Ceci fait que le portefeuille des placements continue d'être géré avec beaucoup de retenue, et ne devrait donc pas connaître à court ou moyen terme de changements majeurs quant à la répartition des fonds à investir.

DEBOURS

Sinistralité

Le montant total payé à titre de sinistres s'élève à 49,80 millions \$EU (41,76 millions \$EU en 2001), soit 39,22% de la production globale, contre 49,06% l'exercice précédent.

Les sinistres encourus (sinistres payés: 49,80 millions \$EU et mouvements des réserves: 1.63 millions \$EU) se sont chiffrés à 51,43 millions \$EU, contre 37,22 millions en 2001 (sinistres payés: 41,76 millions \$EU et mouvements des réserves: 4,54 millions \$EU).

Le tableau suivant donne un aperçu de la sinistralité.



Opérations

RATIO DES SINISTRES BRUTS PAR BRANCHE - EXERCICE 2002

EN millions \$EU

BRANCHE D'AFFAIRE	AFFAIRES REGIONALES			ACCEPTATIONS INTERNATIONALES			TOTAL		
	Sinistres Encourus	Primes Acquises	Ratio Sinistres %	Sinistres Encourus	Primes Acquises	Ratio Sinistres %	Sinistres Premium	Primes Acquises	Ratio Sinistres %
Incendie & Accident (Risques techniques et pétroliers inclus)	37,58	72,86	51,57%	1,76	4,04	43,56%	39,34	76,90	51,15%
Maritime et Aviation	6,28	12,75	49,25%	1,30	0,98	132,65%	7,58	13,73	55,20%
Vie	4,51	6,56	68,75%	-	-	-	4,51	6,56	68,75%
TOTAL	48,37	92,17	52,47%	3,06	5,02	60,95%	51,43	97,19	52,91%

Sinistralité par centre de production

- Le ratio des sinistres bruts enregistré par l'Afrique de l'Ouest Anglophone est passé de 28,25% en 2001, à 27,41. Par contre, de 24,44%, celui des sinistres nets payés par l'Afrique de l'Ouest Anglophone s'est établi à 61,08%. Cet accroissement est consécutif au règlement, pour un montant de près 2,5 millions \$EU, de la part de la Société dans le sinistre occasionné par l'explosion d'un dépôt de munitions à Lagos survenue le 27 janvier 2002.
- L'Afrique Francophone (Ouest et Centre) a été créditée d'un ratio des sinistres nets de 28,27%, en amélioration par rapport à l'exercice précédent (33,72%) ; celui des sinistres bruts, également en baisse, s'est situé à 24,64%, contre 41,69% en 2001 ;
- Avec 38,18% (sinistres nets) et 34,12% (sinistres bruts) l'Afrique du Nord a réalisé une meilleure performance qu'en 2001, exercice au titre duquel des ratios respectifs de 57,99% et 52,76% ont été enregistrés ;
- Ceux de l'Afrique Orientale et Australe se sont également améliorés pour être passés de 58,10% en 2001 à 51,08% (sinistres nets), et de 56,19% à 48,44% (sinistres bruts).

Commissions et charges

Elles se sont chiffrées à 29,19 millions \$EU (22,82 millions \$EU en 2001), soit 28% de la prime nette, contre 30,22% en 2001.

Dépenses de fonctionnement

Bien que le contrôle des coûts soit un élément essentiel du programme d'accroissement des bénéfices de la Société, la capacité de fournir des services de qualité aux cédantes et autres actionnaires demeure un objectif majeur dont la réalisation s'avère onéreuse dans un continent où les infrastructures et les services d'utilité publique ne sont pas à la mesure des besoins.

C'est ainsi que les dépenses imputées au compte des résultats techniques ont augmenté de 8,9% par rapport à l'exercice précédent, en passant de 4,95

millions \$EU à 5,41 millions \$EU. L'ouverture du bureau de souscription du Caire, le programme de restructuration du capital et le projet d'informatisation de la Société sont autant de facteurs qui ont contribué à cette hausse. Cependant, le ratio des dépenses qui était de 6,55% en 2001 n'atteint que 5,17% du fait de l'accroissement de 38,08% du volume de la prime conservée.

Autres dépenses non imputées au compte des résultats techniques

Les charges relatives à l'Assemblée Générale Annuelle et aux réunions du Conseil d'Administration se sont chiffrées à 0,41 million \$EU (2001: 0,42 million \$EU), tandis qu'avec 42.000 \$EU, les honoraires du Commissaire aux Comptes n'ont pas varié par rapport à l'exercice précédent. Quant aux amortissements, ils ont augmenté de 4,1% en passant à 0,85 million \$EU (2001:0,81 million \$EU). Au titre des autres charges, une provision a été faite pour couvrir les créances douteuses.

RESULTATS DE L'ANNEE DE SOUSCRIPTION CLOSE 2000

En application de la politique en vigueur au sein de la Société, les revenus nets d'une année de souscription ne sont comptabilisés qu'à la clôture du troisième exercice. En conséquence, l'année de souscription 2000 ouverte depuis trois ans a été close le 31 décembre 2002.

Le volume de la prime brute souscrite au titre de cette année est de 75,98 millions \$EU, en progression de 6,36% par rapport au chiffre d'affaires réalisé pour le compte de l'exercice 1999 clos en 2001, soit 71,43 millions \$EU. Les rétrocessions se sont chiffrées à 7,86 millions \$EU, traduisant ainsi une hausse de 42,80%. L'année 2000 a marqué l'entrée de la Société dans le marché pétrolier et énergétique, qui a nécessité l'obtention d'une couverture spéciale en réassurance pour protéger les risques additionnels.

Du fait d'un ratio de réassurance relativement plus élevé, la prime conservée ne s'est accrue que de 3,32%, pour se situer à 68,12 millions \$EU (1999: 65,93 millions \$EU).

Un montant de 33,29 millions \$EU (le même qu'en 1999) a été payé au titre des sinistres bruts, duquel



1,38 millions \$EU ont été recouverts auprès des rétrocessionnaires pour aboutir à un chiffre de 31,03 millions \$EU représentant les sinistres nets et un ratio de 45,55% (1999: 30,65 millions \$EU et 46,49%). Les commissions et charges nettes de recouvrements se sont élevées à 21,79 millions \$EU contre 21,37 millions \$EU en 1999, soit un ratio de 31,99% (1999: 32,41%).

Les frais de gestion afférents à l'année en question étant de 4,52 millions \$EU (1999: 4,19 millions \$EU), un excédent de 10,78 millions \$EU a été enregistré (1999: 9,72 millions \$EU). En s'appuyant sur la méthode de comptabilisation dite "chain ladder" et la maîtrise du portefeuille d'affaires, une réserve de 7,59 millions \$EU (1999: 6,66 millions \$EU) a été constituée pour les sinistres en suspens et l'IBNR. Le solde de 3,19 millions \$EU représentant l'excédent de souscription a été transféré au compte des pertes et profits.

RESULTATS DE L'EXERCICE FINANCIER 2002

Le volume de la prime souscrite est de 126,97 millions \$EU, contre 85,11 millions \$EU l'exercice précédent. Cet accroissement de 49,18% a dépassé les prévisions les plus optimistes, mais il ne surprend guère dans la mesure où la conjugaison des événements du 11 septembre, de la crise du marché financier et de l'affaiblissement du Dollar ne pouvait pas être raisonnablement anticipée dans un même modèle budgétaire.

La décision prise depuis quelques années de redynamiser la souscription des risques pétroliers et énergétiques commence à porter des fruits. En effet, la Société a réussi à tirer des revenus plus substantiels de ce portefeuille de plus en plus étoffé, en mettant à profit la qualité du service à la clientèle, l'amélioration de la note de capacité financière décernée par Standard & Poor's et la contraction de la capacité globale.

Toutefois, du fait de la faiblesse relative du capital (en termes absolus) et de la capacité de rétention de la Société, il s'est avéré nécessaire d'acquiescer une couverture en réassurance additionnelle pour les risques pétroliers et énergétiques de plus en plus importants ainsi que d'autres acceptations. Le durcissement du marché et le choix fait par l'Africa Re de recourir à des réassureurs de renom ont conduit à une hausse brutale de 136% du volume de la prime de rétrocession, qui est passée de 9,60 millions \$EU en 2001, à 22,70 millions \$EU.

Par conséquent, la prime conservée s'est chiffrée à 104,27 millions \$EU contre 75,51 millions \$EU en 2001, ce qui traduit une augmentation de 38% et un ratio de rétention de 82,12% (2001: 88,72%). Lorsqu'elle arrivera à son terme, la restructuration en cours du capital devrait permettre d'utiliser de

manière plus efficace la capacité de réassurance de la Société.

Les sinistres bruts payés se sont élevés à 49,80 millions \$EU (2001: 41,76 millions \$EU) et les recouvrements auprès des rétrocessionnaires à 2,32 millions \$EU (2001: 3,09 millions \$EU). Ainsi, le volume des sinistres nets s'est accru de 22,80% en passant de 38,66 millions \$EU en 2001 à 47,48 millions \$EU, ce qui a donné lieu à un ratio de 51,20%, contre 45,53% l'exercice précédent. Les commissions et autres charges nettes de recouvrements se sont chiffrées à 29,19 millions \$EU, soit un ratio de 28% (2001: 22,82 millions \$EU et 30,22%).

Les charges de souscriptions se sont quant à elles établies à 76,76 millions \$EU contre 61,48 millions \$EU en 2001, et les dépenses de fonctionnement imputées au compte des résultats techniques à 5,41 millions \$EU (2001: 4,95 millions \$EU). En conséquence, il s'est dégagé un excédent des revenus sur les charges d'un montant de 22,09 millions \$EU, en augmentation de 143% par rapport aux 9,09 millions \$EU enregistrés l'exercice précédent. A la clôture de l'exercice, le volume des fonds de réserve était de 94,40 millions \$EU, soit un accroissement de 25,06% par rapport à 2001 (75,51 millions \$EU). Le bénéfice net enregistré au titre de l'exercice sous revue s'élève donc à 3,19 millions \$EU, contre 3,03 millions \$EU en 2001.

Les produits de placements et revenus provenant d'autres sources se sont chiffrés à 3,11 millions \$EU contre 3,48 millions \$EU l'année précédente, tandis que les intérêts nets sur les dépôts de réassurance se sont pratiquement stabilisés à 1,17 million \$EU, et que les gains de change matérialisés se sont situés à 0,04 million \$EU contre une perte de 0,31 million \$EU en 2001. Le bénéfice réalisé pour le compte de l'exercice, soit 5,71 millions \$EU, est en hausse de 3,06% par rapport au montant de 5,54 millions \$EU enregistré en 2001.

AFFECTATION DES RESULTATS

Soucieux de consolider davantage l'assise financière de la Société tout en rémunérant le capital libéré par ses actionnaires, le Conseil recommande de répartir le résultat net ainsi qu'il suit:

- 2.854.740 \$EU à la Réserve Générale conformément à la Résolution N°4/1992 ;
- 1.000.000 \$EU à la réserve pour Ajustement de Conversion Cumulé;
- 700.000 \$EU aux Autres Réserves;
- 754.233 \$EU à titre de dividende au taux de 1,50 \$EU par action souscrite et libérée d'une valeur nominale de 100 \$EU;
- 789.735 \$EU en report à nouveau.



Participants et animateurs au Séminaire de Réassurance tenu à Accra, au Ghana en 2002.



Participants et animateurs à l'Atelier de Réassurance tenu à Blantyre, au Malawi, en Octobre 2002.



Participants et animateurs au Séminaire de Réassurance au Séminaire de Réassurance tenu à Nairobi, au Kenya en Septembre 2002.



Membres du personnel du Bureau Régional de Nairobi et quelques épouses à l'inauguration du "Africa Re Centre" à Nairobi, le 15 Avril 2003.

Rapport Du Commissaire Aux Comptes



Chartered Accountants
235, Ikorodu Road
P.O. Box 965, Lagos
Nigeria

Tel: + 234 1 4930720-4
Fax: + 234 1 4970023
info@awdeloitte.com
www.deloitte.com

**Akintola Williams
Deloitte
& Touche**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ AFRICAINE DE REASSURANCE

Nous avons examiné les états financiers ci-joints de la **Société Africaine de Réassurance** pour l'exercice clos le 31 décembre 2002 et qui ont été préparés sur la base des politiques comptables définies à la page 33 du présent rapport. L'arrêté des comptes relève de la responsabilité des administrateurs. Notre responsabilité est d'exprimer une opinion indépendante sur les états financiers sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes internationales de révision comptable. Un audit comprend l'examen, sur la base de tests, d'évidence corroborant les montants et informations fournies en annexes aux états financiers. L'audit comprend également une évaluation des prévisions significatives et jugements faits par les administrateurs lors de l'arrêté des états financiers. Il consiste également à s'assurer que les politiques comptables de la société sont appropriées en la circonstance, qu'elles sont appliquées de manière constante et que les informations importantes sont fournies en annexes aux états financiers.

Nous avons planifié et effectué notre audit de manière à obtenir toutes les informations et explications que nous considérons suffisantes pour nous donner une assurance raisonnable que les états financiers ne contiennent pas d'inexactitude significative. Nous estimons que notre audit nous donne une base raisonnable pour notre opinion.

A notre avis, les états financiers donnent une image fidèle et sincère de la situation financière de la Société Africaine de Réassurance au 31 décembre 2002, des résultats de ses opérations et de son flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, en conformité avec les normes comptables internationales.

Akintola Williams Deloitte & Touche

Lagos, Nigéria
15 avril, 2003

**Deloitte
Touche
Tohmatsu**

Offices at Abuja, Benin, Enugu, Jos, Kaduna, Kano, Maiduguri, Owerri, Port Harcourt
A list of partners' names is available at 235, Ikorodu Road Lagos.



Société Africaine Bilan Au

ACTIF	Note	2002 \$EU	2001 \$EU
Caisse, banque et placements à court terme	3	9.234.094	5.972.127
Placements	4	87.433.389	64.638.289
Montants dus par des compagnies sur Compte de réassurance		31.276.716	24.315.921
Dépôts auprès des cédantes		45.897.184	40.033.219
Débiteurs divers, intérêts échus et charges		567.119	1.284.774
		174.408.502	136.244.330
IMMOBILISATIONS	5	15.741.416	14.628.175
PART DES RETROCESSIONNAIRES DANS LES RESERVES TECHNIQUES	11	25.701.288	13.184.824
		215.851.206	164.057.329

MUSA AL NAAS
Président

De Réassurance

31 Décembre 2002



PASSIF		2002	2001
	Note	\$EU	\$EU
Autres créanciers, charges comptabilisées d'avance et provisions		3.220.947	3.503.465
Dividende à payer	6	1.788.608	1.293.076
Montants dus aux compagnies sur des comptes de réassurance		24.636.622	15.760.759
Dépôts dus aux rétrocessionnaires		3.253.161	3.188.640
		32.899.338	23.745.940
CAPITAL LIBERE	7	50.282.200	24.597.500
RESERVES			
Prime d'émission d'actions		74.969	5.879.765
Réserve générale	8	10.671.586	25.573.659
Autres réserves	9	8.094.238	7.394.238
Profits non distribués		789.735	1.389.227
Ajustements de conversion cumulés	10	(7.072.300)	(13.217.544)
		12.558.228	27.019.345
FONDS PROPRES		62.840.428	51.616.845
RESERVES POUR SINISTRES A PAYER	11	120.111.440	88.694.544
		215.851.206	164.057.329

BAKARY KAMARA
Directeur Général



Société Africaine

Compte Des Pertes Et Profits

DEPENSES	Note	2002	2001
		\$EU	\$EU
Frais relatifs aux réunions de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration		410.178	418.973
Honoraires du Commissaire aux Comptes		42.000	42.000
Amortissement	5	847.276	813.835
Autres charges et provisions		500.434	502.506
Profit de l'exercice		5.709.481	5.540.365
		7.509.369	7.317.679
AFFECTATION			
Dividende proposé	6	754.233	614.938
Transfert à la réserve générale	8	2.854.740	2.770.183
Transfert à la réserve pour fluctuations de change	9	500.000	500.000
Transfert à la réserve pour fluctuation de sinistres	9	200.000	200.000
Transfert à la réserve pour ajustements de conversion cumulés	10	1.000.000	1.000.000
Provision pour émission d'actions gratuites		1.000.000	-
Profits à reporter au 31 décembre		789.735	1.389.227
		7.098.708	6.474.348

De Réassurance

De L'Exercice Clos Le 31 Décembre 2002



REVENUS	2002	2001
	\$EU	\$EU
Excédent de souscription	3.191.780	3.026.107
Produits de placements et revenus provenant d'autres sources	3.106.892	3.484.129
Intérêts sur les dépôts de réassurance	1.166.536	1.093.433
Gain / (perte) de change matérialisé	44.161	(285.990)
	7.509.369	7.317.679
Report à nouveau au 1er janvier	1.389.227	933.983
Bénéfice de l'exercice	5.709.481	5.540.365
	7.098.708	6.474.348



Société Africaine

Comptes Des Résultats Techniques

DEBOURS	Opérations brutes	Opérations rétrocédées	Opérations nettes	Opérations nettes
	\$EU	\$EU	2002 \$EU	2001 \$EU
SINISTRES REGLES	49.799.811	2.323.958	47.475.853	38.662.248
Plus:				
Provision pour sinistres en suspens à la fin de l'exercice	33.437.030	3.482.464	29.954.566	27.071.748
Moins:				
Provision pour sinistres en suspens au début de l'exercice	31.804.212	4.732.464	27.071.748	30.360.526
SINISTRES DE L'EXERCICE	51.432.629	1.073.958	50.358.671	35.373.470
COMMISSIONS	29.192.144	2.963.859	26.228.285	20.238.947
CHARGES	3.260.515	200.966	3.059.549	2.579.219
	83.885.288	4.238.783	79.646.505	58.191.636
FRAIS DE GESTION			5.411.478	4.945.055
Excédent de souscription transféré au compte des pertes et profits			3.191.780	3.026.107
			88.249.763	66.162.798

De Réassurance

Au 31 Décembre 2002



REVENUS DE SOUSCRIPTION	Opérations brutes	Opérations rétrocédées	Opérations nettes	Opérations nettes
	\$EU	\$EU	2002 \$EU	2001 \$EU
PRIMES NETTES D'ANNULATIONS	126.972.266	22.704.889	104.267.377	75.511.696
Plus:				
Fonds de réassurance en début d'exercice	56.890.332	8.452.360	48.437.972	39.089.074
Moins:				
Fonds de réassurance à la clôture de l'exercice	86.674.410	22.218.824	64.455.586	48.437.972
PRIMES ACQUISES	97.188.188	8.938.425	88.249.763	66.162.798
			88.249.763	66.162.798



Société Africaine De Réassurance

Résultats Techniques Par Branche

Exercice Clos Le 31 Décembre 2002

	Incendie et Accident \$EU	Maritime et Aviation \$EU	Vie \$EU	TOTAL 2002 \$EU	TOTAL 2001 \$EU
Revenus de souscription:					
Primes brutes	96.029.926	24.343.069	6.599.271	126.972.266	85.114.364
Moins: Primes rétrocedées	15.606.503	7.098.386	-	22.704.889	9.602.668
	80.423.423	17.244.683	6.599.271	104.267.377	75.511.696
Charges de souscription:					
Sinistres payés	37.359.388	6.107.949	4.008.516	47.475.853	38.662.248
Commissions	20.722.711	3.920.488	1.585.086	26.228.285	20.238.947
Charges	2.222.120	759.879	77.550	3.059.549	2.579.219
Frais de gestion	4.092.735	1.037.486	281.257	5.411.478	4.945.055
	64.396.954	11.825.802	5.952.409	82.175.165	66.425.469
Excédent des revenus sur les charges	16.026.469	5.418.881	646.862	22.092.212	9.086.227
Réserves pour sinistres à payer et fonds de réassurance					
Au 1er janvier	50.184.991	21.060.711	4.264.018	75.509.720	69.449.600
	66.211.460	26.479.592	4.910.880	97.601.932	78.535.827
Au 31 décembre (Note 11)	65.701.962	23.904.349	4.803.841	94.410.152	75.509.720
Excédent de souscription transféré au compte des pertes et profits					
	509.498	2.575.243	107.039	3.191.780	3.026.107

Société Africaine De Réassurance

Etat De Variation Du Capital

Au 31 Décembre 2002

	Capital- actions \$EU	Prime d'émission d'actions \$EU	Réserve générale \$EU	Autres réserves \$EU	Ajustement de conversion cumulé \$EU	Profit non distribué \$EU	Total \$EU
Solde au 31 décembre 2000	23.940.000	5.231.120	22.803.476	6.694.238	(9.553.958)	933.983	50.048.859
Bénéfice de l'exercice	-	-	-	-	-	5.540.365	5.540.365
Capital additionnel	657.500	648.645	-	-	-	-	1.306.145
Ajustement de conversion	-	-	-	-	(4.663.586)	-	(4.663.586)
Dividende proposé	-	-	-	-	-	(614.938)	(614.938)
Transfert aux réserves	-	-	2.770.183	700.000	1.000.000	(4.470.183)	-
Solde au 31 décembre 2001	24.597.500	5.879.765	25.573.659	7.394.238	(13.217.544)	1.389.227	51.616.845
Bénéfice de l'exercice	-	-	-	-	-	5.709.481	5.709.481
Capital libéré additionnel	754.700	368.391	-	-	-	-	1.123.091
Ajustement de conversion	-	-	-	-	5.145.244	-	5.145.244
Dividende proposé	-	-	-	-	-	(754.233)	(754.233)
Transfert aux réserves	-	-	2.854.740	700.000	1.000.000	(4.554.740)	-
Emission d'actions gratuites	24.930.000	(6.173.187)	(17.756.813)	-	-	(1.000.000)	-
Solde au 31 décembre 2002	50.282.200	74.969	10.671.586	8.094.238	(7.072.300)	789.735	62.840.428

Les notes annexées font partie intégrante de cet état





Société Africaine De Réassurance Etat De Variation De La Trésorerie (Cash-flow) De L'exercice Clos Le 31 Décembre 2002

	2002 \$EU	2001 \$EU
CASH-FLOW PRODUIT PAR LES OPERATIONS		
Bénéfice de l'exercice	5.709.481	5.540.365
Ajustements rapprochant le bénéfice aux liquidités nettes produites par les opérations:		
Amortissements	847.276	813.835
Plus-value sur cessions d'immobilisations	(6.294)	(5.996)
Réserves pour sinistres à payer et fonds de réassurance	18.900.432	6.060.120
Montants dus par les compagnies sur les comptes de réassurance	(6.960.795)	(1.753.307)
Dépôts auprès des cédantes	(5.863.965)	1.066.673
Débiteurs divers. intérêts courus et charges payées d'avance	717.655	474.854
Montants dus aux compagnies sur les comptes de réassurance	8.875.863	3.720.398
Dépôts dus aux rétrocessionnaires	64.521	100.936
Autres créanciers, charges comptabilisées d'avance et provisions	(282.518)	1.148.105
	16.292.175	11.625.618
Liquidités nettes produites par les opérations	22.001.656	17.165.983
Ajustements d'éléments non liquides portés au compte des fonds propres des actionnaires		
Ajustement de conversion cumulé	5.145.244	(4.663.586)
CASH-FLOW PRODUIT PAR LES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT		
Produits de vente d'immobilisations	7.224	5.996
Acquisitions d'immobilisations	(1.961.447)	(1.412.217)
Placements	(22.795.100)	(8.953.695)
	(24.749.323)	(10.359.916)
CASH-FLOW PRODUIT PAR LES ACTIVITES FINANCIERES		
Capital additionnel	1.123.091	1.306.145
Emprunt à long terme remboursé	-	(500.000)
Dividende payé	(258.701)	(47.681)
	864.390	758.464
Augmentation nette des soldes en banque et en caisse	3.261.967	2.900.945
SOLDES EN BANQUE ET EN CAISSE		
Au 1er janvier	5.972.127	3.071.182
Au 31 décembre	9.234.094	5.972.127

Notes Annexées Aux Etats Financiers De L'exercice Clos Le 31 Décembre 2002



NOTE 1

OPERATIONS

La Société Africaine de Réassurance a été créée par des Etats Membres de l'Organisation de l'Unité Africaine et la Banque Africaine de Développement en tant qu'Institution inter-gouvernementale ayant pour mission de :

- mobiliser des ressources financières à partir d'opérations d'assurance et de réassurance;
- placer les fonds ainsi mobilisés en Afrique pour aider à accélérer le développement économique du continent; et
- promouvoir le développement de l'assurance et de la réassurance en Afrique en favorisant la croissance des capacités de souscription et de rétention nationales, régionales et sous-régionales.

NOTE 2

PRINCIPES COMPTABLES

Les principes comptables de la Société sont généralement conformes aux normes adoptées par le Comité International des Normes Comptables et aux pratiques en vigueur dans le secteur des assurances. Les principales méthodes comptables adoptées pour la préparation des présents états financiers se résument ainsi qu'il suit :

(a) Comptabilisation des Revenus

Les primes et les charges de souscription sont respectivement portées au crédit et au débit du compte des résultats techniques sur avis des cédantes. Lorsque les états financiers ne sont pas reçus à la clôture de l'exercice, des estimations sont faites sur la base des informations les plus récentes.

(b) Comptes des résultats techniques, réserves pour sinistres à payer et fonds de réserve

Les comptes des résultats techniques sont tenus sur la base de l'année de souscription. Les comptes de chaque année de souscription restent ouverts pendant une période de trois ans au cours de laquelle l'excédent des revenus sur les charges est versé dans la réserve pour sinistres à payer. A ce moment, il est généralement possible d'évaluer de façon assez précise les montants en suspens en vue de la clôture du compte et de la détermination du profit ou de la perte de souscription. A la fin de la période de trois ans, lorsque les comptes techniques sont clos, les réserves pour sinistres à payer sont portées dans le compte des résultats techniques de l'année de souscription concernée et un fonds de réserve est constitué pour faire face aux sinistres en cours. Le niveau du fonds de réserve est reconsidéré à la fin de chaque année à la lumière de l'évolution des primes et des sinistres, puis les ajustements nécessaires effectués;

(c) Conversion des devises

Les comptes libellés dans les différentes monnaies de transaction des Etats membres sont convertis dans la monnaie de compte, le Dollar Etats Unis, aux taux de clôture. Les dépenses de fonctionnement sont converties aux taux en vigueur à la date à laquelle elles ont été engagées. Les ajustements de conversion y relatifs non matérialisés sont enregistrés

comme un composant séparé des fonds propres. Les différences de change faisant suite à des règlements monétaires sont portées au compte des pertes et profits.

(d) Placements

Les titres de participation et les obligations sont présentés à leur valeur sur le marché. Si cette valeur ne peut pas être déterminée de façon fiable, ils sont inscrits au prix comptant, duquel sont déduites les pertes cumulées.

Quant aux valeurs cotées, elles sont considérées comme des actifs financiers à vendre, et estimées à leur coût sur le marché qui est calculé en se référant aux cours acheteurs de la bourse à la date du bilan.

Les valeurs à conserver pour une durée indéterminée, qui peuvent être vendues pour faire face à des besoins en liquidités ou des changements de taux d'intérêts, sont également considérées comme des actifs à vendre et présentées à leur prix sur le marché.

Les placements à échéance déterminée le sont à leur coût amorti, ainsi que les valeurs achetées sur le marché primaire.

Les gains et les pertes découlant d'une variation du coût des actifs financiers à vendre sont portés au compte des pertes et profits.

(e) Immobilisations et amortissements

Les immobilisations sont présentées au coût d'acquisition, déduction faite des amortissements cumulés. Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire sur la base de la durée de vie des immobilisations; les taux annuels des amortissements sont:

- Terrains: néant
- Biens immobiliers:
2% ou amortissement sur la durée du bail si celle-ci est inférieure à 50 ans
- Mobilier, installations et équipements:
6,67% à 33,33%
- Matériel de transport: 25%

(f) Débiteurs

Les comptes des débiteurs sont présentés à leur valeur nette de réalisation; les dettes considérées comme irrécouvrables sont passées en perte, tandis que les provisions sont faites sur la base des montants dus.

(g) Régime de retraite

Il existe un Fonds auquel contribuent la Société et ses employés. Ce Fonds est administré séparément par un comité de gestion. Les contributions de la Société sont imputées au compte des pertes et profits.

(h) Frais de Gestion

Les frais de gestion sont répartis entre les différentes branches sur la base des primes nettes et entièrement imputés à l'année de souscription en cours.



Notes Annexées Aux Etats Financiers De L'exercice Clos Le 31 Décembre 2002

NOTE 3

SOLDES EN CAISSE ET DEPÔTS A COURT TERME

Est inclus dans ces soldes l'équivalent de **6.593.380 \$EU** (2001: **4.212.000 \$EU**) représentant des dépôts à court terme dans des monnaies d'Etats membres.

NOTE 4

PLACEMENTS

	2002 \$EU	2001 \$EU
• Participation au capital de sociétés actions non cotées à la bourse	2.014.365	1.981.413
actions cotées à la bourse	1.765.485	-
	3.779.850	1.981.413
• Autres placements obligations et autres titres à taux d'intérêt fixe	10.706.040	12.932.279
dépôts à court terme	72.947.499	49.724.597
	83.653.539	62.656.876
	87.433.389	64.638.289

NOTE 5

IMMOBILISATIONS

	Immobilier en cours de réalisation \$EU	Biens immobiliers \$EU	Mobilier, installations et équipement \$EU	Matériel de transport \$EU	Total 2002 \$EU	Total 2001 \$EU
VALEUR BRUTE						
Au 1er janvier	748.014	11.394.143	5.057.279	537.102	17.736.538	16.365.847
Acquisitions de l'exercice	1.674.351	15.151	222.815	49.130	1.961.447	1.412.217
Cessions de l'exercice	-	-	(95.650)	(25.077)	(120.727)	(41.526)
Au 31 décembre	2.422.365	11.409.294	5.184.444	561.155	19.577.258	17.736.538
AMORTISSEMENTS CUMULES						
At 1er janvier	-	548.025	2.120.595	439.743	3.108.363	2.336.054
Dotation de l'exercice	-	199.601	598.083	49.592	847.276	813.835
Reprise sur cessions	-	-	(94.720)	(25.077)	(119.797)	(41.526)
Au 31 décembre	-	747.626	2.623.958	464.258	3.835.842	3.108.363
VALEUR COMPTABLE NETTE						
Au 31 décembre	2.422.365	10.661.668	2.560.486	96.897	15.741.416	14.628.175

- La rubrique des biens immobiliers tient compte d'un montant de 8,24 millions \$EU relatif à la construction de l'immeuble du Siège principal de la Société dont 43% des locaux sont occupés par l'Africa Re et le reste mis en location.
- Les immobilisations en cours de réalisation concernent l'immeuble en construction du Bureau Régional de Nairobi.

Notes Annexées Aux Etats Financiers De L'exercice Clos Le 31 Décembre 2002



NOTE 6

DIVIDENDE A PAYER

	2002 \$EU	2001 \$EU
Solde au 1er janvier	1.293.076	725.819
Dividende proposé	754.233	614.938
Montant payé au cours de l'année	2.047.309 (258.701)	1.340.757 (47.681)
Solde au 31 décembre	1.788.608	1.293.076

NOTE 7

CAPITAL-ACTIONS ET CAPITAL LIBERE

(i) Lors de leur 24ème Réunion Annuelle Ordinaire tenue le 27 juin 2002, les actionnaires ont approuvé une résolution:

- a) autorisant la distribution d'actions gratuites pour chaque action libérée; et
- b) offrant aux actionnaires actuels, ce en vertu de leur droit de préemption, les 25% du capital réservés aux autres investisseurs africains.

(ii) Le capital autorisé de la Société est de 100.000.000 \$EU; il est divisé en 1.000.000 d'actions ordinaires d'une valeur de 100 \$EU chacune.

(iii) Le capital libéré s'analyse ainsi qu'il suit:

	2002 \$EU	2001 \$EU
Capital alloué et souscrit	51.153.000	25.330.000
Capital appelé mais non libéré	(870.800)	(732.500)
Capital souscrit et libéré	50.282.200	24.597.500

NOTE 8

RESERVE GENERALE

	2002 US\$	2001 US\$
Solde au 1er janvier	25.573.659	22.803.476
Transfert à partir du compte des pertes et profits	2.854.740	2.770.183
Emission d'actions gratuites	(17.756.813)	-
Solde au 31 décembre	10.671.586	25.573.659

Notes Annexées Aux Etats Financiers De L'exercice Clos Le 31 Décembre 2002



NOTE 9

AUTRES RESERVES

	Réserve pour fluctuations de change \$EU	Réserve pour fluctuations de sinistres \$EU	Total 2002 \$EU	Total 2001 \$EU
Solde au 1er janvier	4.794.238	2.600.000	7.394.238	6.694.238
Transfert à partir du compte des pertes et profits	500.000	200.000	700.000	700.000
Solde au 31 décembre	5.294.238	2.800.000	8.094.238	7.394.238

NOTE 10

AJUSTEMENT DE CONVERSION CUMULE

	2002 \$EU	2001 \$EU
Solde au 1er janvier	13.217.544	9.553.958
Ajustement de conversion pour l'année	(5.145.244)	4.663.586
Transfert à partir du compte des pertes et profits	(1.000.000)	(1.000.000)
Solde au 31 décembre	7.072.300	13.217.544

NOTE 11

RESERVE POUR SINISTRES A PAYER ET FONDS DE RESERVE

Ces fonds représentent les résultats techniques des années de souscription non encore closes et les réserves pour sinistres à payer au titre des années déjà closes. Ils s'analysent comme suit:

	Incendie & Accident \$EU	Maritime & Aviation \$EU	Vie \$EU	Total 2002 \$EU	Total 2001 \$EU
BRUT					
Fonds de réassurance	60.155.575	25.019.690	1.499.145	86.674.410	56.890.332
Réserve pour sinistres à payer	24.326.032	5.806.302	3.304.696	33.437.030	31.804.212
	84.481.607	30.825.992	4.803.841	120.111.440	88.694.544
MOINS: part des rétrocessionnaires dans les réserves techniques	15.541.921	6.676.903	-	22.218.824	8.452.360
Réserves pour sinistres en suspens	3.237.724	244.740	-	3.482.464	4.732.464
	18.779.645	6.921.643	-	25.701.288	13.184.824
Réserve pour sinistres à payer et fonds de réassurance nets	65.701.962	23.904.349	4.803.841	94.410.152	75.509.720

NOTE 12

IMPÔTS

La Société jouit d'une exonération d'impôts dans les marchés où elle est présente, conformément à l'Article 51 de l'Accord portant sa création. En conséquence, aucune dotation n'est prévue au titre des impôts dans les états financiers.

NOTE 13

TRANSACTIONS AVEC LES COMPAGNIES ACTIONNAIRES

Une partie des affaires de la Société est traitée avec des compagnies cédantes actionnaires.

NOTE 14

ENGAGEMENTS FINANCIERS

Le montant des engagements relatifs aux projets d'investissements approuvés était de 601.635 \$EU à la clôture de l'exercice (2001: 2.189.619 \$EU).

NOTE 15

PROVISIONS POUR PASSIF EVENTUEL

La provision au titre du litige en cours (arbitrage) – qui n'apparaît pas dans cet état – s'établit à 300.000 \$EU (2001: 2.090.000 \$EU). Toutefois, l'Africa Re a organisé sa défense et les Administrateurs sont d'avis qu'elle n'aura pas à payer de dommages.